

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 25 mars 2009
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h 45

Présences : C. Poirier (présidence), J. Horvath, C. Lakaski, M. Mascaro, A. Picotte, S. Spak, C. Danik, D. Martin.

Absences justifiées : B. Gauvin, L. Perrin, J. Ouellette.

1 a) Adoption de l'ordre du jour

Les points suivants sont ajoutés à l'ordre du jour :

- 1 e) Petite caisse
- 2 g) Examen de la gestion

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Spak d'adopter l'ordre du jour, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1b) Compte rendu du 25 février 2009

D. Martin mentionne que les deux résolutions au point 1 f), Pouvoir de signature, seraient renumérotées Résolution 1 et Résolution 2 aux fins de clarté.

M. Mascaro note qu'à la page 2, le point 2 f) semble être une répétition du point 2 g) de la page 3 et devrait être supprimé de la page 2. Il est noté que M. Mascaro et L. Perrin ont présenté une mise à jour sur le point 2 g) et que J. Ouellette a répondu aux questions posées à ce sujet.

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par M. Mascaro d'adopter le compte rendu, avec modifications.

Pour = 5, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 c) Compte rendu du huis clos du 25 février 2009

Ce point est traité à huis clos.

1 d) Recommandations du Comité des finances

Le Comité des finances recommande au Conseil exécutif que les montants suivants soient transférés du fonds de prévoyance de l'exécutif pour couvrir les déficits :

- | | |
|-------------------------------------|-------------|
| - Frais juridiques/Arb. (personnel) | 2 392,43 \$ |
| - Fournitures | 3 035,22 |
| - Réunions du CEN | 2 044,40 |

Total 7 472,05 \$

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Spak que le CEN approuve le transfert de 7 472,05 \$ du fonds de prévoyant de l'exécutif pour couvrir les déficits. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 e) Petite caisse

Résolution 1 : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Spak que le CEN annule la résolution 2 au point 1 f), Pouvoir de signature, du compte rendu de la réunion du 25 février 2009 du Conseil exécutif national. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Résolution 2 : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Spak que pour les montants de 500 \$ ou moins tirés de la petite caisse, le pouvoir financier délégué soit accordé à n'importe laquelle des personnes ci-dessus ou à l'adjointe de l'agente des finances. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

2 a) Le point sur la plainte de C. Therrien

C. Poirier informe le CEN qu'il a envoyé une lettre au plaignant lui expliquant l'état de sa plainte.

Le plaignant a répondu par courriel qu'il souhaite retirer sa plainte pas moins de 99 jours après le dépôt au Conseil exécutif national du rapport d'enquête de Charron HR, à la condition que l'ancien président ou quiconque en son nom n'amorce pas de processus d'appel; il a aussi demandé d'être informé immédiatement si un appel était déposé et, dans ce cas, que sa plainte soit reçue et acceptée pour étude et renvoi éventuel à un sous-comité d'enquête du CEN. Si cette dernière avenue devenait nécessaire, il a demandé le droit de réviser et/ou d'ajouter à sa plainte initiale.

b) Cadre de référence de l'évaluation du lieu de travail

Le contrat est remis au CEN, comme il l'avait demandé à la réunion du 25 février 2009.

M. Mascaro et L. Perrin ont rencontré C. Danik et J. Ouellette pour discuter du contrat. Le rapport des consultants devrait être terminé pour la réunion d'avril.

J. Horvath déclare que le CEN a eu de longues discussions à ce sujet et qu'il y a urgence pour certaines questions, mais que les questions non urgentes n'ont pas été ramenées au CEN. L'autorisation de dédommager le personnel n'a pas été ramenée au CEN pour approbation et d'importants dédommagements pourraient

avoir été versés, ce dont le CEN aurait dû être informé. Aucune autorisation n'a été donnée à la direction pour finaliser les règlements avec le personnel.

C. Danik répond que lorsque lui-même et Jean ont rencontré Maria et Lionel ils ont discuté de la confusion entourant le processus et ils reconnaissent qu'ils peuvent avoir mal compris. Ils s'excusent tous deux pour tout malentendu.

A. Picotte mentionne que le bureau vivait dans un environnement toxique et que C. Danik et J. Ouellette avaient fait ce qu'ils pensaient était le mieux dans cet environnement.

C. Danik demande au CEN quelles prochaines étapes celui-ci souhaite voir prises.

M. Mascaro affirme que nous avons dépassé le point de non-retour. Le consultant doit effectuer le travail qui lui a été attribué par contrat. Le problème n'en est plus un puisque nous avons déjà réglé avec deux des trois plaignants.

C. Danik mentionne qu'il ne prendra plus d'autres mesures dans ce dossier à moins d'en recevoir le mandat.

C. Poirier mentionne que la discussion devrait se poursuivre à **huis clos** puisque nous abordons des renseignements précis.

2 c) Questions en suspens concernant l'ancien président

Ce point est discuté à huis clos.

2 d) Processus et critères – CEN

Il est convenu que C. Poirier formule des ébauches de questions et les fasse circuler par courriel auprès des membres du CEN d'ici le 1^{er} avril. Les questions seraient ensuite envoyées à la traduction.

C. Poirier mentionne que jusqu'à maintenant sept membres participeront à la discussion le 7 avril et qu'un membre ne pourra pas assister puisqu'il sera à l'étranger. Les autres membres ont jusqu'au 31 mars pour confirmer leur participation.

2 e) Volontaires pour les sous-comités

Le CEN demande les attributions de tous les comités, de même que la liste des membres actuels et des volontaires. Cette information sera envoyée par courriel d'ici deux semaines.

2 f) Embauche d'un conseiller juridique interne

Ce point est reporté.

2 g) Examen de l'efficacité de la gestion

Les idées générales suivantes sont suggérées en vue d'un examen :

- Comment l'Association devrait-elle être structurée?
- Comment d'autres associations sont-elles structurées?
- D'autres membres du CEN devraient-ils être à temps plein?
- Simplifier la structure du CEN.
- Se référer au compte rendu de la réunion du 20 novembre 2008 du Conseil des dirigeants des sections locales.

J. Horvath et C. Poirier acceptent de travailler ensemble en vue de trouver un consultant et de préparer les attributions à soumettre à l'approbation du CEN.

Il y a consensus pour que ce projet soit terminé d'ici le 1^{er} octobre 2009.

3 a) Accord/Protocole entre le CEN et l'Administration

Ce point est reporté.

3 b) Microgestion ou devoirs et moyens d'assumer ses responsabilités

Ce point est reporté.

3 c) Relations entre l'ACEP et le Conseil du Trésor

C. Danik fait le point sur cette question. Après discussion, des résolutions sont présentées à huis clos.

4 a) Comité des finances

Les états financiers pour la période se terminant le 31 janvier 2009 sont examinés. Aucune question n'est soulevée à ce sujet.

5 a) Rapport du président

Le rapport a été présenté à la réunion du 18 mars 2009.

5 b) Rapport des Services professionnels

Le rapport d'aujourd'hui couvre la semaine du 19 au 25 mars, les événements des trois semaines antérieures ayant été présentés le 18 mars.

Projet de loi C-10

Le 12 mars, le projet de loi C-10 a été adopté en troisième lecture au Sénat, sans amendements. Le soir même, C-10 était présenté à la gouverneure générale, qui lui accordait la sanction royale.

L'ACEP a rencontré le conseiller juridique pour examiner les actions possibles.

L'ACEP est d'avis que les parties 10 et 11 du projet de loi violent les droits des membres de l'ACEP prévus par la *Charte*.

Des options seront soumises à la décision du CEN à sa réunion régulière d'avril.

Négociations collectives et cotisations

Les recettes tirées des cotisations de plusieurs agents négociateurs ont augmenté récemment.

Dans certains cas, les cotisations ont augmenté en raison des négociations collectives : lorsque les cotisations constituent un pourcentage du salaire et que les membres d'une unité de négociation ont droit à des rajustements salariaux, l'argent que reçoivent leurs syndicats augmente.

Par exemple, les cotisations des employés EL vont de 61,64 \$ à 121,63 \$ par mois depuis le 1^{er} janvier (les salaires allant de 42 550 \$ à 93 972 \$).

D'autres agents négociateurs ont augmenté leurs cotisations, dont l'ACAF. Les cotisations des employés FI de la fonction publique passeront à 40 \$ par mois le 1^{er} juillet.

Actuellement, l'ACEP et l'ACAF sont les seuls agents négociateurs négociant directement avec le Conseil du Trésor dont la moyenne des cotisations est inférieure à 50 \$ par mois.

Un agent négociateur a réduit ses cotisations à... 50 \$ par mois au 1^{er} janvier 2009 (Association des chefs d'équipes des chantiers maritimes du gouvernement fédéral). Les cotisations avaient été fixées temporairement à 150 \$ par mois, mais elles ont été réduites au cours des deux dernières années.

6 a) Compte rendu du huis clos du 28 janvier 2009

Ce point est reporté.

6 b) Mise à jour sur les conditions d'exercice du président

Ce point est reporté.

6 c) Compte rendu du huis clos du 18 février 2009

Ce point est reporté.

6 d) Compte rendu du huis clos du 25 février 2009

Ce point est reporté.

6 e) Le point sur la plainte de L. Perrin

Ce point est reporté.

7. Prochaine réunion

Il y a consensus de tenir une réunion le 8 avril 2009 afin de traiter les points reportés.

8. Levée de la séance

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Spak de lever la séance à 9 h 30. **Résolution adoptée à l'unanimité.**